

SES DECISIONS

- SIMPLS - CLAIRES - PRECISES -

DOIVENT ETRE L'OBJET D'EXAMENS ATTENTIFS, DE LA PART DE TOUS
LES MILITANTS DU DEPARTEMENT

TOUS A LA BESOGNE AVEC HARDIESSE SUR LA BASE
DE SA RESOLUTION

-:-:-:-

Les délégués du Comité Général de l'U.D. réunis le 25 Novembre 1951 à la Bourse du Travail de Nantes, s'élèvent contre le programme de misère et de chômage annoncé par le

Gouvernement PLEVEN, dans lequel rien n'est prévu concernant la remise en ordre des salaires qu'il conditionne à l'augmentation de la production.

- CONTRE L'ECONOMIE DE GUERRE, SOURCE DE MISERE, POUR LE -
- PACTE DE PAIX -

Ils dénoncent cette aggravation des conditions de vie poursuivie dans le cadre d'une politique de préparation à la guerre, où il ne peut être question, à la fois de satisfaire les revendications et d'amener le pays sur un pied de guerre.

visant essentiellement à régler les différents internationaux par la force.

A cette politique de catastrophe, les délégués du Comité Général opposent le programme de redressement économique, d'indépendance nationale, de progrès social et de paix de la Confédération Générale du Travail.

Forts des succès remportés par les peuples, les délégués décident de poursuivre et d'intensifier la campagne pour la rencontre des 5 grands et la signature d'un pacte de paix ouvert à toutes les nations.

Ils appellent à dénoncer les causes de cette politique, illustrée par le réarmement de l'Allemagne et

A cet effet, les délégués porteront leurs efforts sur la préparation des assises départementales de la paix du 16 Décembre, en étant convaincus que les peuples, peuvent faire triompher une politique de négociations souhaitée par tous les travailleurs.

- LES REVENDICATIONS, LA LUTTE CONTRE L'AUGMENTATION DES CADENCES -
- DE TRAVAIL -

Les délégués du Comité Général félicitent le Bureau Confédéral d'avoir pris l'initiative pour la Convocation de la Commission Supérieure des Conventions Collectives. Ils demandent à tous les travailleurs du département d'élargir l'action pour l'aboutissement d'un nouveau minimum garanti, l'application de l'échelle mobile, la suppression des abattements de zones, en déposant dans l'immédiat, dans toutes les Directions, leurs cahiers de revendications en tenant compte des hausses nouvelles.

fit exclusif du patron.

Ils demandent aux délégués des C.E. de mettre à nu, la duperie de la formule de l'association du capital et du travail et de soutenir résolument les revendications des travailleurs, en particulier l'application de l'échelle mobile.

Les délégués constatent le développement des menaces de chômage dans les branches d'industries importantes, telles la métallurgie, les raffineries, les chocolateries.

Les délégués dénoncent les procédés du Gouvernement et du patronat tendant à faire croire aux travailleurs, qu'ils seront bénéficiaires de l'augmentation de la productivité.

A ce sujet, ils attirent l'attention des militants, des travailleurs sur la tendance patronale à réclamer ici plus de 50 heures de travail, alors que là, les travailleurs n'effectuent que 30 heures et moins.

Ils soulignent que depuis 1939 d'abord, 1947 ensuite, la production n'a cessé de s'élever au pro-

En rapport avec cet aspect de la situation, les délégués appellent

...../.....
- 2 -
les syndicats et les Comités d'entreprises à développer les initiatives en vue d'assurer le succès de la Conférence économique, qui se tiendra

à MOSCOU, dont un des objectifs est la reprise des échanges économiques entre tous les pays.

- LA DEFENSE ET L'AMELIORATION DE LA SECURITE SOCIALE -

Les délégués approuvent l'action entreprise pour la défense et l'amélioration de la Sécurité Sociale et l'adhésion donnée au Comité Dépar-

tement. Ils invitent les travailleurs à soutenir et à participer activement à toute initiative susceptible de garantir cette institution de progrès social.

- L'UNITE D' ACTION -

Les délégués au Comité Général, félicitent les militants, les travailleurs des entreprises qui sur la base de programmes communs ont réalisé l'unité.

pour poursuivre les contacts en vue d'aboutir à un programme commun.

Ils approuvent la décision prise par la C.A. de l'U.D. pour l'ouverture de discussions avec les U.D. C.F.T.C. et F.O. et la mandate

Les délégués soulignent que l'unité ne se développera concrètement et n'atteindra les objectifs souhaités ardemment par tous les travailleurs que dans la mesure, ou dans les entreprises, les chantiers, les bureaux, ils opposeront ensemble leur bloc uni au patronat.

- RENFORCEMENT DE NOS SYNDICATS - LE RECRUTEMENT -

Les délégués attirent l'attention de tous les militants sur la nécessité de veiller à recruter, à organiser les travailleuses qui apporteront beaucoup à nos syndicats, dans la mesure où il leur est fait largement confiance.

ral appellent tous les militants des syndicats, des sections syndicales à renforcer sans cesse leur organisation, avec le souci de recruter constamment, pour amener notre mouvement à réaliser les conditions d'une vie de bien être, de liberté et de paix.

Les délégués au Comité Général

---oOo---

- SOYONS A LA HAUTEUR DU DESIR D'UNITE DES TRAVAILLEURS -

Nous reproduisons ci-dessous une partie du rapport de notre camarade MORIN; présenté au Comité Général et ayant trait au problème de l'unité. Cette question a dû rester dominée, tous les travaux de notre Comité qui fut une belle assemblée, puisque 103 syndicats y étaient représentés par 200 délégués.

Mes camarades, nous pouvons déduire que nous avons encore beaucoup à faire, dans la bataille de l'unité nous les responsables syndicaux, pour être à la hauteur des aspirations et désir des travailleurs.

nos camarades responsables, nous disaient encore : " Il n'y a rien moyen de faire, les gars s'en foutent " c'est pas facile.... "

Nous n'avons pas encore suffisamment partout, la confiance absolue en la classe ouvrière, en la possibilité de la conduire à la victoire. Nous ne sommes pas encore persuadés tous, que les travailleurs veulent que ça change.

C'est vrai que ce n'est pas facile, mais à Coueron, comme à Châteaubriant, quelques jours plus tard, nos camarades réunissaient les ouvriers parceque cela grondait dans les ateliers.

Prenons l'exemple de nos camarades de COUERON. Les travailleurs ont là bas fait en six mois, deux puissants mouvements. Quelques jours avant, comme à Châteaubriant du reste,

Alors, c'est les ouvriers eux-mêmes qui écrient, demandent l'action, font des propositions et décident la grève dans l'unité. Nos camarades sont surpris et se mettent à l'ouvrage.

.../...

...../...
A Nantes, à la Biscuiterie LU-LU, nos camarades ont mené dans l'unité de puissants mouvements, mais ne se sont-ils pas à certains moments aussi beaucoup trop sceptiques, quand à la volonté de lutte des travailleurs.

Dans la Métallurgie Nantaise, dans les Section syndicales, comme à la Loire, Dubigeon, Brissonneau, l'on ne voit pas encore suffisamment cette volonté d'union des travailleurs, l'on est aussi beaucoup trop sceptiques, l'on discute entre militants sur la tactique, c'est bien mais l'on oublie de parler aux travailleurs. C'est ainsi qu'on a pas par exemple, les perspectives de nos camarades de la Bretagne qui eux, ont parlé aux travailleurs et développé l'unité sur la base des ateliers.

Il faut que dans certaines entreprises, certains syndicats, nous ne soyons pas 24 heures sur 24 heures les yeux fixés sur les difficultés. C'est vrai qu'elles existent, mais regardons davantage les possibilités qui chaque jour deviennent plus grandes. Ne calculons pas toujours, ceci ou cela, prenons résolument des initiatives et intéressons l'ensemble des travailleurs, dans les ateliers, sur la base des entreprises. Le désir d'union est dans la tête de tous les travailleurs; à nous camarades de le concrétiser et d'ouvrir une route large et bien dégagée à l'unité.

Il y a aussi encore, certaines marques de sectarisme, qu'il importe de se débarrasser. Par exemple certains camarades nous ont dit, l'unité chez nous c'est chose faite, mais nous ne voulons pas donner trop d'importance à la C.F.T.C.

Nos camarades pris par l'idée de tirer toutes les ouvertures à eux, ne s'aperçoivent pas que les ouvriers ont chez eux aussi le désir d'union. Dans ces cas là; il se vérifie que nous ne recrutons pas tellement et ma foi l'unité en dehors des responsables n'existe pas.

Exemple de Penhoët, répond au désir d'unité; liste unique.

Pourtant ce courant d'unité gagne toutes les couches, il existe

partout. Nos camarades fonctionnaires de St. Nazaire ont pu le saisir, le concrétiser, et ainsi permis le développement de l'esprit de lutte chez les fonctionnaires, dans l'union. Ils ont ouvert des perspectives et donné la vie à un cartel permanent d'unité d'action.

La bataille de l'unité est donc engagée, il nous faut la gagner rapidement. Bien sur, que les patrons, le Gouvernement et leurs agents dans le mouvement ouvrier, développent le maximum d'efforts pour retarder cette union. Ils sont apeurés par les propositions d'unité de notre Bureau Confédéral aux autres centrales. Ils suent la peur en voyant les travailleurs dans les usines et bureaux les accueillir avec satisfaction.

Mais camarades, ces manœuvres sont déjouées déjà dans notre département, là où elles se sont amorcées. Elles le seront encore, si chacun de nous, dans nos directions syndicales, se convainc que la pratique de l'unité d'action, si elle exige une dénonciation impitoyable des trahisons des dirigeants scissionnistes et réactionnaires, demande une grande souplesse et une patience à toute épreuve pour détacher d'eux les ouvriers trompés.

L'on comprend que ce courant d'unité fasse peur, à certains dirigeants patentés de la division ouvrière. Nous, nous y puisons au contraire, encore plus de confiance, plus de dynamisme pour notre action quotidienne. Nous ferons tout pour que rien ne gêne son développement normal.

Mais ici, il nous faut camarades, répondre aux dirigeants départementaux de la F.O., de la C.F.T.C. qui taxent de "manœuvre de la C.G.T. la constitution de syndicats uniques".

Jusqu'à ce jour, il n'y a pas de syndicats, ni de sections syndicales uniques dans le département. Mais nous espérons qu'il y en aura.

Il y en aura, car en effet, les travailleurs communistes, socialistes, croyants ou non et sans partis, savent de plus en plus que ce sont les patrons qui animent les querelles de tendances. Ils veulent s'unir pour des objectifs communs, et ils s'aperçoivent que pas mal de choses leur sont communes.

Dans ces conditions, quoi de plus normal, sachant que notre force sera à la mesure de notre Unité, que nous, les militants nous soutenions efficacement, toutes initiatives, tous les efforts des travailleurs, qui veulent que ça change, et qui, pour cela raffermisse leur union.

Nous les soutiendrons très efficacement, car nous savons, que de telles alliances, conclues par les travailleurs, ont permis en d'autres périodes, comme en 1936, de résister aux pressions de l'ennemi et ont conduit la classe ouvrière à d'importants succès.

---oOo---

- ACCORDONS L'INTERET QU'IL CONVIENT AUX MILLIERS DE FEMMES -
- TRAVAILLEUSES DE NOTRE DEPARTEMENT -

Dans la lutte journalière pour le développement de l'unité, le renforcement de notre organisation en vue d'atteindre nos buts revendicatifs nous ne pouvons nous désintéresser du problèmes des femmes travailleuses.

Nazaire- Châteaubriant, nous étendre dans le papier carton, l'habillement le textile, tant à Nantes qu'à ANCOENIS.

Déjà un bon travail a été fait dans le département. A Nantes, Ancenis, Châteaubriant, St. Nazaire. Il a permis de réunir 13 femmes travailleuses, qui ont assisté à l'assemblée Nationale, et de redonner la vie à des syndicats; comme le papier carton d'Ancenis, d'établir des bases pour la reconstitution de d'autres, comme les employés de Commerce de Nantes.

C'est donc, là quelques milliers d'adhérents nouveaux, que nous devons aller chercher, car elles nous attendent les femmes, c'est ce que démontrent actuellement les assemblées locales qui se tiennent.

Nous avons encore des faiblesses dans ce domaine, les camarades MORIN et Marcelle BARON, y ont insisté lors du Comité Général du 25 Novembre.

Mais pour atteindre ces objectifs immédiats, il faut sans cesse corriger nos défauts. Cessons de penser d'abord que c'est là le travail de quelques spécialistes.

En effet, des milliers de femmes se trouvent dans les usines, magasins, bureaux, pour plus de 70% d'entre elles, elles échappent à notre organisation syndicale.

Le travail parmi les femmes, c'est l'affaire de tout le mouvement syndical. Dans certains syndicats, cessons de considérer que nos militantes, ne peuvent exécuter qu'un travail secondaire. Il faut nous intéresser davantage depuis nos syndicats jusqu'à l'U.D., à confier les responsabilités aux femmes.

Nous avons donc beaucoup à faire. Nous pensons que nous devons nous étendre à Nantes, dans les branches de l'alimentation, regrouper les femmes du commerce à Nantes, St.

Nous n'aurons pas camarades, un mouvement syndical fort, sans les 5 ou 6 milliers de femmes travailleuses, qui sont à Nantes et dans le département. Nous ne réaliserons pas notre marche à l'unité, rapidement si nous ne les amenons pas à la C.G.T. en apprenant à connaître leurs revendications et en les défendant.

---oOo---

- POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXES PAR LA RESOLUTION -
- DU COMITE GENERAL - IL FAUT AMELIORER NOTRE TRAVAIL -
-ET RENFORCER NOS SYNDICATS -

Voici ci-dessous, ce que disait le camarade GARAND, au Comité Général sur cette importante question ;

Ce qui est clair par dessus tout, ce sont les objectifs qu'il nous faut atteindre, étant entendu que nous reconnaissons la nécessité de lutter chaque jour, sous différentes formes pour faire triompher nos revendications.

Ces tâches seront-elles aussi variées que diverses, qu'elle les résoudra quand-même, étant bien entendu, qu'elle sera à la hauteur des situations qui se présenteront.

Partant d'une unité de vue sur des problèmes communs, ont peut, on doit avancer, si toutefois notre organisation, est en mesure de faire face aux tâches qui se posent à elle.

Sans doute, touchons nous là, le fond d'une de nos plus grandes difficultés.

Le bon fonctionnement d'un syndicat, traduit sa bonne organisation.

C'est cette organisation qui donne vie à toute motion et toute résolution.

Toute résolution traduit le désir de faire quelque chose, a dit un grand maître du socialisme, le camarade LENINE, sans organisation ce désir ne pourra s'exprimer a-t-il indiqué.

Il est certain que cette définition trouverait son application lorsqu'il s'agit de revoir où nous en sommes de nos plans de travail.

Etablir un plan de travail, c'est chose relativement facile. Combien plus malaisé, est le fait de réaliser point après point ce programme, lorsque la capacité de traduire ne correspond pas aux dispositions prises manuscritement.

A ce propos, il est plus juste de n'élaborer que des plans restreints à objectifs limités, plutôt que de se faire une proportion à la rédaction que l'appareil syndical n'absorbera pas.

Il n'est pas prétentieux d'affirmer que la condition ouvrière pourtant loin d'être satisfaisante, ne serait pas ce qu'elle est si la C.G.T. n'existait pas.

Il est valable de dire que la petite revendication et partant la grande, n'aboutira que très difficilement, si l'organisation n'existe pas.

Ces quelques appréciations données, voyons ce que valent nos propres résolutions, celles que nous avons présentées et votées, nous et bien des militants présents.

En fin de travaux, le dernier Congrès de l'Union Départementale votait une résolution générale.

La relire n'est pas chose inutile. Au paragraphe 3 nous y trouvons

Mettre nos organisations à tous les échelons et en particulier la Section syndicale d'entreprise à la hauteur des tâches fixées.

Pour obtenir de meilleurs résultats, nos militants doivent :

- s'attacher à étudier et à réaliser collectivement leur travail.

- s'attacher à la vérification rigoureuse de l'accomplissement des tâches fixées à chacun.

- veiller attentivement à une gestion saine et à une utilisation judicieuse des cotisations des travailleurs.

- Veiller attentivement au renforcement des organisations, par un recrutement constant, permettant de découvrir de nouveaux militants qui renforceront nos directions syndicales.

- Encourager les femmes et les jeunes à militer activement et faciliter leur accession aux postes de direction.

- Considérer comme indispensable le perfectionnement de ses connaissances par l'étude personnelle et collective.

Ceci nécessite, dit la résolution de la part de nos militants, un haut esprit de responsabilité envers les travailleurs qui ont placé en eux leur confiance.

Peut-être camarade, doit-on rappeler très brièvement ce qui suit au paragraphe 4, concernant la propagande.

- Développer toujours plus notre propagande, en multipliant les réunions d'information, et les compte-rendus d'activité sur la base des ateliers, des entreprises, des syndicats, des quartiers et des localités.

- en intensifiant nos informations écrites sous forme de tracts, ou mieux de journaux d'entreprise.

- en développant la diffusion de nos journaux syndicaux, notamment la VIE-OUVRIERE et le PEUPLE, en recherchant sans cesse de nouveaux lecteurs et en élargissant notre réseau de diffuseurs.

A cette lecture, chacun de nous, reconnaît-il pas, malgré que dans l'ensemble nous avons travaillé, qu'il reste énormément à faire.

Cette résolution a-t-elle été de façon constante, la chartre commune à tous nos militants pour améliorer leur travail ?

Notre résolution du 32^{ème} Congrès demeure un bon plan de travail pour chacun de nous.

On y trouve les grands problèmes d'hier, qui restent les problèmes du moment.

D'entrée, disons, nous rencontrons beaucoup de difficultés, c'est vrai; toutefois examinons l'appareil dont nous disposons.

...../.....
Indépendamment de l'influence de notre C.G.T. dans les moindres coins du département, elle s'inscrit surtout dans les dernières consultations des travailleurs, puisque nous avons augmenté nos voix.

Or cette influence est sans rapport avec nos effectifs. 20.000 cartes placées camarades, dans les 143 syndicats recensés au 1er Novembre.

Le premier chiffre montre l'étendue du travail à effectuer pour amener des centaines, des milliers d'adhérents nouveaux vers nous.

Deux objectifs précis doivent être à la base de notre activité.

En premier lieu expliquer la juste position de la C.G.T., ensuite et disons presque conjointement, or-

ganiser dans nos rangs les travailleurs que nous influençons.

Voyons nos moyens pour atteindre ces buts:

Nous possédons des centaines de délégués du personnel en place, là où vivent les travailleurs, auxquels il est juste d'ajouter des dizaines et des dizaines de délégués de Comités d'entreprise.

Voilà à première vue, les éléments qui doivent nous permettre de défendre les exploités, tout en renforçant nos syndicats.

Il est certain que si le souci de recruter et d'organiser les ouvriers était présent, de façon constante, à l'esprit des militants, nous arriverions rapidement à grossir nos effectifs. C'est vrai que souvent l'on nous attend pour s'organiser.

---60000---

- APRES LA CONFERENCE DEPARTEMENTALE POUR LA DEFENSE ET -
- L'AMELIORATION DE LA SECURITE SOCIALE -

Cette Conférence s'est tenue le 24, la veille de notre Comité Général. Elle a réuni environ 150 personnes des milieux les plus divers.

Elle a permis de faire le point sur la situation faite à la Sécurité Sociale, et d'ébaucher les moyens à employer pour la sauvegarde de l'institution.

Le Comité Départemental comprenant l'U.D. - le M.L.P. - Les Vieux Travailleurs - Les Anciens Combattants Les anciens Résistants, déportés, internés, s'est élargi.

En effet, la Conférence a permis de voir d'autres organisations donner leur adhésion comme la Mutuelle Générale de l'Education Nationale, le Comité Départemental de la Confédération unifiée de l'artisanat. Toutes ces organisations sont venues dire qu'elles voulaient être au côté des travailleurs pour la sauvegarde de la Sécurité Sociale.

Mais nos syndicats ne sont pas encore pénétrés du danger que font courir à cette institution les

fauteurs de guerre. Pas de Comités de défense dé formés dans les entreprises, les militants ne posent même pas le problème dans de nombreux cas.

Notre Comité Général a souligné que nous ne défendrons efficacement la Sécurité Sociale, qu'avec les travailleurs. Nos militants ne vont tout de même pas attendre que les soi-disantes réformes de PLEVEN et autres, soient votées, pour se préoccuper de la défense de la Sécurité Sociale.

Là comme ailleurs, c'est dans l'union qu'il faut rechercher la solution. La Conférence Nationale pour la défense et l'amélioration de la Sécurité Sociale va se tenir les 8 et 9 Décembre.

Alors préparons déjà dans les grosses entreprises, sur le plan des localités, des réunions pour les compte-rendus, depuis la réunion de cadres jusqu'à l'assemblée des travailleurs.

Ensemble à l'ouvrage pour la défense de nos conquêtes sociales.

-
- : - Pour orienter notre travail syndical ! :
- : - Pour bien comprendre les problèmes qui se posent :
- : - Pour faire face à ses responsabilités avec toutes les connaissances :
- : nécessaires :
- : :
- : - CAMARADE MILITANT - :
- : - Tu dois lire les deux brochures contenant les rapports de Bonôit :
- : FRACHON et d'Alain LE LEAP au 38ème Congrès Confédéral. :
- : Commande les à l'U.D. - Prix 15 frs pièce :
-

LA COTISATION DE L'U.D.

Le Comité Général a décidé à la majorité de porter la cotisation de l'U.D., aux taux suivants, à la date du 1er Janvier 1952.

- Pour les syndicats rattachés aux Unions Locales : 12 frs 50
- Pour les syndicats isolés: 15 f

Dans ces conditions à la date du 1er Janvier, les timbres seront donc facturés sur cette base pour les syndicats, majorés bien entendu du montant de la cotisation, qui va être fixée avant fin Décembre, pour chaque Union Locale.

Dans ces conditions, vers la mi-Décembre, tous les syndicats rattachés aux Unions Locales seront fixés sur le montant définitif de la coti-

U.D. - U.L. Mais d'ors et déjà dans nos syndicats, nous devons poursuivre le travail d'explications commencé pour la cotisation à l'heure de salaire, conformément aux décisions du Congrès Confédéral.

Nous préconisons des réunions de délégués et collecteurs, avec cette question à l'ordre du jour, afin de définir clairement pour tous, les bases des explications à donner aux travailleurs.

Là où le travail a été fait, comme à l'Arsehal d'Indret, où il a fallu doubler la cotisation, aucune difficulté n'a été rencontrée.

Voilà donc un exemple concret qu'il faut multiplier partout.

---oOo---

VOTRE COMMANDE DE MATERIEL 1952

Chaque syndicat a reçu le bon de commande de l'U.D. pour le matériel 1952.

Nous soulignons à tous les bureaux de syndicats, qu'ils doivent adresser ce bon à l'U.D. dès maintenant et que dans tous les cas, tous nos syndi-

cats doivent avoir commandé et reçu leur matériel 1952, pour le 15 Décembre.

Camarades retardataires, recherchez votre bon de commande, prenez votre crayon et postez le, sans perdre une minute à l'adresse de l'U.D.

---oOo---

POUR RECRUTER SUIVEZ CET EXEMPLE

Dans de nombreux syndicats l'on a déjà les cartes et les timbres 1952. Et l'on se préoccupe de les placer comme chez les employés de Nantes, aux travailleurs et travailleuses, qui n'adhèrent pas à la C.G.T.

Les adhésions sont ainsi nombreuses et la reprise des cartes de fait dans de parfaites conditions.

Que tous nos syndicats font de même, et n'attendent pas Janvier ou Février pour aller proposer la carte 1952, à des travailleurs qui ne sont pas à la C.G.T.

C'est donc dès maintenant qu'il faut renforcer notre organisation. Pour la bataille de l'Unité, l'année 1952 est déjà commencée.

---oOo---

LA COTISATION DITE " SECURITE SOCIALE "

Nous rappelons que les syndicats doivent verser dans les conditions suivantes cette cotisation à l'Union Départementale.

- Pour les syndicats de moins de 50 adhérents, versement de 200 frs
- Pour les syndicats de 50 à 300 adhérents, versement de 500 frs
- Pour les syndicats de 301 à 1000 adhérents, versement de 750 frs
- Pour les syndicats au-dessus de

1000 adhérents, versement de 1500 frs

Elle est destinée à financer l'envoi de la délégation du département à la Conférence Nationale de défense et d'amélioration de la Sécurité Sociale.

Cette dernière a lieu les 8 et 9 Décembre. Les délégués doivent partir, dans ces conditions versez, votre cotisation à réception de ce bulletin.

IMPORTANCE de l'APPEL DES UNIONS DÉPARTEMENTALES PERSPECTIVES QU'IL OUVRE

Cet appel aux travailleurs et à la population du département, est le premier résultat des propositions d'unité, faites aux autres U.D. par notre Commission Administrative dans sa réunion du 30 Septembre dernier.

Les discussions ont pu commencer entre l'U.D. C.F.T.C. et notre délégation composée des camarades MORIN - GARAND - Marcello BARON - ROUAUD. Une première étape est donc franchie.

En effet, l'appel précise d'abord une position commune, pour entreprendre la lutte contre les hausses massives des prix, qui découlent de la politique de guerre et de misère du Gouvernement.

Il souligne la nécessité de l'application de l'échelle mobile.

Voilà donc, les deux points essentiels qui ont de bonnes perspectives, et doivent aider puissamment, nos syndicats, sections syndicales dans leur action pour la réalisation d'une unité précise et concrète, comme la veulent les travailleurs.

Il fournit donc la pièce de base, de laquelle, dans nos syndicats nous pouvons et devons réaliser l'unité, entre toutes les organisations pour protester contre la hausse des prix et réclamer l'échelle mobile. Il ouvre d'abord la possibilité d'adopter ensemble à adresser au Préfet, Sous-Préfets et Gouvernement

Partant de là, il doit permettre l'unité sur le plan de chaque entreprise, syndicat, pour réclamer près du Ministre du Travail, le relèvement du minimum garanti, comme l'on demandé le 21 Novembre les représentants Confédéraux de la C.G.T.

C.F.T.C. - F.O. - C.G.C. et des Associations Familiales.

Enfin l'appel peut et doit faciliter grandement l'application des décisions prises par notre Comité Général.

Mais il n'aura de valeur que dans la mesure, où partout, l'on s'engagera pour, sur la base des entreprises développer l'unité par des actes concrets, portés à la connaissance des travailleurs et décidés par eux, dans le respect d'une unité loyale et réciproque.

Il est donc un élément sérieux mis à la disposition de notre mouvement syndical dans tout le département, pour notre lutte revendicative.

Il ne se concrétisera sur le plan des U.D. pour aller plus loin vers le programme revendicatif, que dans la mesure où les militants de nos syndicats, feront en sorte que les travailleurs se grouperont, autour de son contenu et de ses perspectives.

En un mot, comme l'a souligné notre Comité Général, l'unité ne sera concrète sur le plan des U.D. comme des Confédérations, qu'à partir du moment où elle s'exprimera comme une réalité dans les faits, dans chaque entreprise, chantiers et bureaux. L'U.D. F.O. qui a voulu rester en dehors des discussions y viendra sûrement s'il en est ainsi.

Redoublons donc partout d'efforts pour l'unité avec ce nouvel élément et faisons en sorte que l'union soit plus grande plus efficace aussi vite que possible, pour arracher au patronat et au gouvernement, nos revendications et l'échelle mobile.

Le Secrétariat de l'U.D.

Publication agréée par la Commission Paritaire
des papiers de presse sous le N° 23.376